

à réduire sensiblement le nombre et les catégories de crimes passibles de la peine de mort,

Prenant note également de l'opinion exprimée dans le rapport intitulé *La peine capitale — Faits nouveaux de 1961 à 1965*, selon laquelle on tend en général dans le monde à diminuer le nombre des exécutions,

Prenant acte du rapport du Groupe consultatif sur la prévention du crime et le traitement des délinquants sur la session qu'il a tenue en août 1968, dans la mesure où il traite de la question de la peine capitale⁷, ainsi que de l'opinion du Groupe selon laquelle il existe, dans la plupart des pays, une forte tendance à supprimer la peine capitale ou du moins à réduire le nombre des exécutions,

Désirant promouvoir davantage la dignité humaine et servir ainsi les objectifs de l'Année internationale des droits de l'homme,

1. *Invite* les gouvernements des Etats Membres à :

a) Assurer l'application des procédures légales les plus scrupuleuses et les plus grandes garanties possibles à toute personne accusée d'un crime passible de la peine capitale dans les pays où elle est en vigueur, en prévoyant, notamment :

- i) Qu'aucun individu condamné à la peine capitale ne sera privé du droit de former un recours devant une instance judiciaire supérieure ou de demander sa grâce ou une commutation de peine ;
- ii) Qu'aucune condamnation à la peine capitale ne sera exécutée avant que les voies de recours et, selon le cas, les possibilités de grâce aient été épuisées ;
- iii) Que l'on accordera une attention particulière aux personnes indigentes en leur fournissant une assistance judiciaire adéquate à tous les stades de la procédure ;

b) Examiner s'il ne serait pas possible de renforcer encore davantage les procédures légales scrupuleuses et les garanties visées à l'alinéa a ci-dessus en fixant un délai, ou plusieurs délais, avant l'expiration desquels aucune condamnation à mort ne sera exécutée, ainsi qu'il a déjà été proclamé dans certaines conventions internationales traitant de situations déterminées ;

c) Informer le Secrétaire général, au plus tard le 10 décembre 1970, des mesures qu'ils auront pu prendre en exécution de l'alinéa a ci-dessus et des résultats auxquels aura abouti l'examen qu'ils auront effectué en exécution de l'alinéa b ci-dessus ;

2. *Prie* le Secrétaire général de demander aux gouvernements des Etats Membres quelle est leur attitude actuelle quant à la possibilité de restreindre encore l'application de la peine capitale ou de l'abolir totalement, et d'inviter lesdits gouvernements à préciser s'ils envisagent de restreindre ou d'abolir l'application de cette peine et si des faits nouveaux se sont produits à cet égard depuis 1965 ;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social, lors de l'une des sessions qu'il doit tenir en 1971, un rapport sur la question faisant l'objet de l'alinéa c du paragraphe 1 et du paragraphe 2 ci-dessus.

1727^e séance plénière,
26 novembre 1968.

⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes*, point 59 de l'ordre du jour, document A/7243, annexe.

2394 (XXIII). Peine capitale en Afrique australe

L'Assemblée générale,

Rappelant que l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne,

Rappelant en outre que l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant la résolution 191 (1964) du Conseil de sécurité, en date du 18 juin 1964, qui demandait instamment au Gouvernement sud-africain de renoncer à l'exécution de toute personne condamnée à mort pour son opposition à l'*apartheid*,

Rappelant la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, en date du 29 mai 1968, condamnant les exécutions inhumaines perpétrées par le régime illégal de la Rhodésie du Sud qui ont constitué un affront flagrant à la conscience de l'humanité et ont été universellement condamnées,

Rappelant également la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, par laquelle l'Assemblée a décidé que le Mandat de l'Afrique du Sud pour le Sud-Ouest africain était terminé, que l'Afrique du Sud n'avait aucun autre droit d'administrer le Territoire et que désormais le Sud-Ouest africain relevait directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies⁸,

Préoccupée du recours à la peine capitale par le régime illégal de la Rhodésie du Sud, le régime sud-africain illégal en Namibie et le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, en tant que moyen de briser la résistance aux politiques d'*apartheid*, de discrimination raciale et de colonialisme,

1. *Condamne* le régime illégal de la Rhodésie du Sud et le régime sud-africain tout aussi illégal en Namibie, ainsi que le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud, pour leur recours à l'application de la peine de mort et à la menace ou à l'emploi de la peine capitale pour tenter d'étouffer les aspirations naturelles des peuples de l'Afrique australe à la justice sociale et économique, aux droits civils et à la liberté politique ;

2. *Demande instamment* au Gouvernement sud-africain de renoncer à l'exécution de toute personne condamnée à mort pour son opposition à l'*apartheid* ;

3. *Prie* la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social d'accorder à cette question une attention constante.

1727^e séance plénière,
26 novembre 1968.

2399 (XXIII). Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁹ et ayant entendu sa déclaration¹⁰,

Prenant note des progrès accomplis dans le domaine de la protection internationale des réfugiés dont le Haut

⁸ L'Assemblée générale, aux termes de sa résolution 2372 (XXII) du 12 juin 1968, a décidé qu'à partir de cette date le Sud-Ouest africain serait appelé Namibie.

⁹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 11* (A/7211 et Corr.1 et 2) et *Supplément n° 11A* (A/7211/Add.1).

¹⁰ *Ibid.*, vingt-troisième session, Troisième Commission, 1611^e séance, par. 1 à 18.

Commissaire est habilité à s'occuper et dans la recherche de solutions permanentes à leurs problèmes par le rapatriement librement consenti, l'intégration dans le pays d'asile ou la réinstallation dans d'autres pays,

Reconnaissant les effets positifs de l'œuvre du Haut Commissaire sur la situation économique et sociale des réfugiés dans les pays intéressés,

Se félicitant des résultats encourageants qui ont été obtenus dans le domaine de la coopération inter-organisations, avec l'appui des gouvernements intéressés et des autres organismes des Nations Unies, et notant avec satisfaction l'activité inlassable des organisations non gouvernementales qui travaillent pour les réfugiés,

Notant que le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a approuvé un programme d'un montant plus élevé afin de répondre aux besoins supplémentaires des réfugiés, particulièrement en Afrique,

Notant avec satisfaction l'augmentation appréciable des contributions de certains pays ainsi que l'augmentation du nombre des pays qui contribuent au financement du Programme du Haut Commissaire,

Exprimant sa préoccupation, néanmoins, devant les difficultés auxquelles le Haut Commissaire continue de se heurter en ce qui concerne le financement de ce programme,

1. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de continuer à donner aux réfugiés dont il est habilité à s'occuper le bénéfice d'une protection et d'une assistance internationales, tout en accordant une attention particulière aux nouveaux groupes de réfugiés, notamment en Afrique, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux directives du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire;

2. *Prie instamment* les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées de continuer d'accorder leur appui au Haut Commissaire dans l'accomplissement de sa tâche humanitaire en :

a) Facilitant le rapatriement librement consenti, l'intégration sur place ou la réinstallation des réfugiés dont le Haut Commissaire est habilité à s'occuper;

b) Améliorant le statut juridique des réfugiés résidant sur leur territoire, notamment en adhérant aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés et en traitant les nouveaux problèmes de réfugiés conformément aux principes et à l'esprit de la Déclaration sur l'asile territorial et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

c) Fournissant au Haut Commissaire les moyens nécessaires à l'accomplissement de la tâche qui lui incombe et en lui permettant notamment d'atteindre les objectifs financiers fixés avec l'approbation du Comité exécutif;

d) Appelant l'attention des organes directeurs d'autres organismes des Nations Unies sur la nécessité d'appuyer le Haut Commissaire dans les efforts qu'il déploie en vue de s'assurer que l'on tient pleinement compte des besoins des réfugiés, y compris l'enseignement et la formation professionnelle.

1735^e séance plénière,
6 décembre 1968.

2432 (XXIII). Fonds des Nations Unies pour l'enfance

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la section B du chapitre XIII du

rapport du Conseil économique et social¹¹, relative au Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

Se félicitant du fait que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance s'attache tout particulièrement à envisager les besoins de l'enfant dans leur totalité et, à cette fin, à favoriser des programmes visant à améliorer la santé, la nutrition, l'enseignement et le bien-être général de la jeune génération dans les pays en voie de développement,

Reconnaissant que ces programmes sont essentiels à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies qui visent à favoriser le développement,

Notant qu'à sa session de juin 1968 le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, continuant à appliquer son système d'examen périodique des programmes du Fonds, a étudié une évaluation des projets d'enseignement bénéficiant d'une aide conjointe du Fonds et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Notant en outre avec satisfaction l'importance toute particulière que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance attache à appuyer des programmes nationaux de formation dans de nombreux domaines qui contribuent directement à préparer les ressources humaines essentielles au développement aussi bien social qu'économique,

Constatant avec approbation que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance continue de répondre aux besoins de secours d'urgence des mères et des enfants,

Profondément préoccupée cependant par l'ampleur des besoins de l'enfance qui restent à satisfaire dans les pays en voie de développement, et par le fait qu'il est de plus en plus largement fait appel au Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour une assistance à long terme et, plus récemment, pour des secours d'urgence,

1. *Approuve* les politiques et les programmes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance tendant à aider les pays à protéger et à préparer leur jeune génération dans le cadre plus large du développement national;

2. *Félicite* le Fonds des Nations Unies pour l'enfance de la coopération étroite qu'il continue de maintenir avec d'autres organismes des Nations Unies;

3. *Fait appel* aux gouvernements et aux autres donateurs pour qu'ils augmentent sensiblement leurs contributions au Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin que l'objectif de 50 millions de dollars actuellement fixé pour les recettes annuelles puisse être atteint au plus tard à la fin de la présente Décennie des Nations Unies pour le développement;

4. *Se félicite* de l'appel adressé par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance en vue d'obtenir des contributions spéciales destinées à permettre de faire face aux besoins des mères et des enfants dans les situations d'urgence;

5. *Prie instamment* les organismes nationaux et internationaux qui s'occupent de l'assistance multilatérale et bilatérale d'examiner comment leurs programmes peuvent dans la plus large mesure possible tenir compte des besoins de l'enfance et de la jeunesse.

1748^e séance plénière,
19 décembre 1968.

¹¹ Ibid., vingt-troisième session, Supplément n° 3 (A/7203).